Les promoteurs de la présence économique russe en Lettonie

Description

Peut-on résumer la présence de la Russie en Lettonie aux accords de coopération signés entre gouvernements? Non, à coup sûr, puisque celle-ci met nécessairement en œuvre des échanges entre individus et institutions localisées. Quels en sont donc les promoteurs et les enjeux?



La Lettonie ne se considère pas faire davantage partie de l'étranger proche de la Russie que l'Estonie ou la Lituanie. Dire qu'elle n'a pas tenté d'adhérer à la CEI est un euphémisme: hormis à un rapprochement rapide avec l'Occident au début des années 1990, elle a plutôt procédé à une rupture politico-économique avec son grand voisin à partir de 1995. C'est aussi le moment où elle a affiché son intention d'intégrer l'UE et l'Otan –choses faites en 2004. Toutefois, la Russie, elle, n'a pas renoncé à son influence économique dans ces trois Etats qu'elle désigne en bloc dans sa politique étrangère sous l'appellation *Pribaltika*.

Nous proposons ici d'examiner les discours des promoteurs de la présence économique russe en Lettonie dans le contexte du rapprochement que connaissent les deux pays depuis 2006, consacré par la signature du traité frontalier en 2007. Une analyse de la presse quotidienne lettone nous permettra de formuler quelques hypothèses sur les enjeux de cette présence et sur les acteurs de ce rapprochement, notamment dans ses derniers développements.

Le discours officiel du dégel

Le maître mot pour justifier le dégel entre les deux pays est le pragmatisme. Il s'agit de mettre de côté les différends animés par des associations, des historiens, des hommes politiques, pour faciliter les échanges et les investissements de part et d'autre de la frontière. Du point de vue letton, cette logique est justifiée *a fortiori* en temps de récession et tant que la Russie y est disposée[1].

A vrai dire, les acteurs économiques y ont déjà pensé: le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est en hausse depuis 2003. En outre, le transit russe, dont la part dans le PIB letton est significative, remis en cause par la stratégie de développement du littoral baltique russe depuis 1999, est promis à un renouveau. C'est ce qu'annonce la nouvelle stratégie russe de Politique étrangère publiée en mai 2010 sur Internet[2]. Car, si la Lettonie n'affiche pas de doctrine particulière à l'égard de la Russie, s'insérant dans la politique d'ouverture de Bruxelles, la Russie, elle, promet d'optimiser l'exploitation des infrastructures baltes de transit, d'élargir sa présence économique dans cette région et d'y acquérir, profitant de la chute de leur attractivité, des entreprises du secteur réel (énergie, technologies de l'information, logistique). Cette logique maintient les grandes lignes appliquées jusque-là: les investissements russes dans des entreprises lettones en 2009 (508,7 millions de dollars) concernaient les secteurs de l'énergie (notamment Gazprom), le transport, les finances et l'immobilier[3].

Si certains s'offusquent en Lettonie de cette posture offensive, ce n'est le cas ni des entrepreneurs, ni du gouvernement. Depuis l'accord bilatéral signé en 2006, la coopération économique va bon train et est largement encouragée par plusieurs ministres. A.Vechniakov, ambassadeur russe à Riga depuis 2008 et fervent défenseur de cette coopération, explique de son côté que le gouvernement de V.Dombrovskis crée une base positive aux relations bilatérales mais accuse le président V.Zatlers de freiner le rapprochement. Il est vrai que ce dernier a déclaré, le 31 octobre 2010, que le rôle de la Russie dans l'économie lettone est souvent exagéré, soulignant la faible part de la Russie dans les investissements réalisés en Lettonie (et dans le commerce extérieur letton) par raport à l'Allemagne ou à la Suède. Il refuse en outre de mettre de côté les problèmes d'histoire qu'il juge être de son ressort, et laisse les médias spéculer sur le report répété de sa visite officielle à Moscou, aujourd'hui prévue du 19 au 21 décembre 2010[4]. Rappelons qu'aucun

Président russe ne s'est rendu dans la capitale lettone depuis la visite manquée de V.Poutine lors du sommet de l'Otan à Riga en 2006.

Une coopération portée par des réseaux de sociabilité spécifiques

Le chef de l'Etat semble loin de résumer à lui seul la coopération qui met en oeuvre, comme la presse lettone le présente, des réseaux de sociabilité particuliers, tels des réseaux transfrontaliers et politisés d'entrepreneurs, formés et consolidés dans les années 1990. Larges promoteurs de la présence économique russe, ceux-ci sont représentés en Lettonie par Ainars Slesers, oligarque, maire-adjoint de Riga, président du Premier parti de Lettonie puis créateur du parti Pour une bonne Lettonie (PLL) en 2010, union de politiciens et d'entrepreneurs apportant leur soutien au rapprochement des deux pays.

Avec lui, Evgueniï Primakov, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Russie, en visite en Lettonie en mai 2010 avec une délégation d'entrepreneurs, initie un nouveau discours mettant en œuvre une certaine forme d'apaisement des conflits identitaires et mémoriels, demandant un développement du transit russe à travers le territoire letton et des exportations de produits agroalimentaires lettons vers la Russie. Celui-ci semble bien inséré dans des réseaux locaux d'entrepreneurs puisque, outre le président V.Zatlers et le maire russophone de Riga, N.Usakovs, il a rencontré en mai le directeur du port de Riga, Leonids Loginovs, présenté comme son ami, ainsi que différents membres du PLL, dont Atis Sausnitis et Ivars Strautins, à la tête du combinat laitier de Riga[5].

La présence, aux côtés d'E.Primakov, de Piotr Aven, milliardaire russe d'origine lettone, ministre russe des Affaires étrangères en 1992, rappelle en outre les liens affectifs qui peuvent toucher les acteurs russes du rapprochement. De même, Vladimir Malychkov, chargé du marché de la consommation à la mairie de Moscou, en visite à Riga à plusieurs reprises en 2009, est né en Russie mais a fait ses études en Lettonie, et a résidé à Daugavpils, deuxième ville du pays, entre 1959 et 1973. Son fils Igors, selon la graphie lettone, entrepreneur de citoyenneté russe, président du club de football de la même ville, ancien conseiller personnel du maire de Riga, mais aussi de celui de Daugavpils, affiche, lui, une identité à cheval sur la frontière: «*Oui j'ai des racines orientales, différentes nationalités se sont mélangées dans nos familles, et c'est pourquoi je me sens comme un citoyen du monde*». Il dit néanmoins préférer vivre en Lettonie, où les Russes sont mieux considérés que les Caucasiens [dont il se réclame] en Russie[6].

Une régionalisation de la coopération

Comme prédéemment suggéré, l'échelle locale est d'importance. Elle concerne les communes et les régions, frontalières (région de planification de Latgale en Lettonie, oblast de Pskov en Russie) ou plus lointaines (Riga, Moscou, Saint-Pétersbourg). La coopération économique est d'ailleurs d'actualité entre les deux régions pauvres de Latgale et de Pskov. C'est dans la ville de Pskov, où se trouve un consulat letton, que s'est tenu le 3 juin 2010 un forum économique visant à développer et consolider la coopération entre régions, municipalités et entreprises des deux pays. Le lendemain, s'y sont rencontrés les membres de la commission de coopération bilatérale autour du ministre russe des Transports, I.Levitine, et du ministre letton de l'Economie, A.Kampars, pour évoquer la non double imposition, la simplification des visas pour les habitants des zones frontalières et le tourisme[7].

La proximité géographique et la densité de la présence russophone peuvent apparaître comme des facteurs facilitant la coopération en Latgale. Ces arguments s'appliquent également à Riga, dont le rôle moteur dans la présence de la Russie en Lettonie est toutefois justifié par d'autres atouts. Ville prédominante du pays sur les plans démographiques (la moitié de la population) et économique (les deux tiers de l'activité économique), son agglomération accueille 90% du total des investissements directs étrangers réalisés en Lettonie entre 1991 et 2010[8]. Elle dispose en outre d'un aéroport international en plein développement et du premier port d'importation du pays. Cette prédominance est également symbolique: la présidente de la Chambre de commerce et d'industrie de Lettonie, Zanete Jaunzeme-Grende, déclarait en novembre 2010: «*Riga est célèbre tant au Brésil qu'en Russie. Si, à Rio de Janeiro, on ne connaît pas la Lettonie, ce n'est pas le cas de Riga en tant que ville*»[9]. Ainars Slesers, maire-adjoint, explique, lui: «*Les affaires étrangères sont du ressort du pouvoir central mais, d'un autre côté, Riga est bien la capitale de la Lettonie, la plus grande concentration de business du pays, et c'est pourquoi il est logique que nous nous en occupions aussi*». Dans l'opposition depuis plusieurs années, position renforcée par les élections législatives d'octobre 2010, il critique la russophobie de certains

gouvernements et plaide pour une coopération indépendante des considérations politiques. Il dénonce l'instrumentalisation du passé et le refus d'attirer les investissements, mettant en avant les initiatives locales[10].

Investissements russes et géographie de la ville

Dans la pratique et dans le contexte économique actuels, cette coopération n'est pas sans lien avec une révision du plan général de développement de la ville de Riga. En effet, deux quartiers du sud-est de Riga, le faubourg de Moscou et Kengarags, sont aujourd'hui l'objet de projets de rénovation urbaine menés par la municipalité (aménagement des berges, reconstruction du marché central, rénovation du faubourg de Moscou). Au contraire, par le passé, ce sont plutôt les directions de Saint-Pétersbourg (nord-est) et la rive gauche de la Daugava (ouest) qui ont été privilégiées dans les représentations symboliques et dans les projets d'investissement -récemment avec le technopôle de l'aéroport et la construction de la nouvelle bibliothèque nationale de Lettonie. Il se trouve que les deux quartiers qui nous intéressent ici jouissent d'une image russophone et plutôt négative, associée à une certaine misère sociale mise en avant pour justifier ces projets, et, pour le premier, à un passé douloureux (la présence du ghetto durant la Seconde Guerre mondiale). Notons que c'est à Kengarags qu'A.Slesers a grandi –comme lui-même le rappelle- et que des rencontres avec des personnalités russes s'y déroulent régulièrement, telle la dégustation de produits agroalimentaires lettons organisée en décembre 2009 par les mairies de Riga et de Moscou dans un restaurant Lido, premier groupe agroalimentaire letton.

Evoquant les problèmes sociaux, A.Slesers explique en effet qu'il est nécessaire de modifier le plan de développement de la ville «*adopté durant les années grasses [2006], planifiant que tout se développerait*». Sachant que la rive gauche ne connaîtra pas le développement espéré, il serait réaliste de développer le port, au nord, et de dynamiser les quartiers du sud-est grâce à des investissements lettons et russes. A l'heure où la mairie de Riga, liée aux réseaux économiques transfrontaliers, représente l'opposition pour la première fois depuis 1991, le développement du transit russe, la crise économique, le retrait d'investisseurs occidentaux sur la rive gauche et la volonté de réhabiliter des quartiers russophones ne convergent-ils pas vers une redistribution des investissements dans la ville et à une réévaluation de sa topographie symbolique?

[1] C. Bayou et E.Le Bourhis, «Lettonie: Un regard pragmatique sur la Russie», *Grande Europe*, n°23, août 2010, La Documentation française, pp.28-36. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/
[2] Disponible sur http://www.flot2017.com
Concernant le transit pétrolier, voir E.Le Bourhis, «Le port pétrolier de Ventspils: une parabole des relations russo-lettones», in C.Bayou (dir.), «Dépendance énergétique à la Russie», *Regard sur l'Est*, dossier n°52, 1er octobre 2009. http://www.regard-est.com/
[3] nra.lv, 11 juin 2010.
[4] *LETA*, 11 août 2010; db.lv, 1er novembre 2010.
[5] *Latvijas Avize*, 21 mai 2010; Tv3.lv, 23 mai 2010.
[6] db.lv 18 décembre 2009; *D-fakti* 4 novembre 2009.
[7] Site du ministère letton des Affaires étrangères, 4 juin 2010.
[8] www.lursoft.lv.
[9] http://tv.delfi.lv/video/4y1kZspc; db.lv, 3 novembre 2010.
[10] nra.lv, 16 novembre 2009.

Photographie en vignette: La rencontre entre le président V.Zatlers et le chef de l'administration présidentielle russe Sergueï Narychkine le 9 juillet 2010 à Riga (Toms Kalnins, Latvijas Valsts prezidenta kanceleja)

Retour en haut de page

date créée
17/12/2010
Champs de Méta

Auteur-article : Eric LE BOURHIS